

IV. – Lorsque le candidat se présente en tant que conjoint collaborateur, sont en outre enregistrés les documents suivants :

- 1° Le titre d'identité dématérialisé du mandant ; si ce titre ne comporte pas la mention de la nationalité, un autre titre dématérialisé justifiant de sa nationalité ;
- 2° Le fichier de réponse concernant le mandant à la demande de consultation du casier judiciaire national, avec la mention de l'information " 0 " pour le candidat dont le bulletin n° 2 porte la mention " néant " et de l'information " 1 " pour le candidat dont le bulletin n° 2 porte la mention d'une condamnation, ou l'indication " Aucune identité applicable " ou " Identité non vérifiable par le service " en application des articles *R. 77* et *R. 80-1* du code de procédure pénale ;
- 3° Le mandat que le mandant confère à son conjoint collaborateur ;
- 4° L'attestation que le mandant n'est l'objet d'aucune interdiction, déchéance ou incapacité relative à ses droits civiques, qu'il n'exerce pas d'activité incompatible avec les fonctions de conseiller prud'homme et qu'il n'est pas lui-même candidat.

#### Sous-section 4 : Recevabilité des listes de candidats et des candidatures individuelles

R. 1441-23

Décret n°2018-813 du 26 septembre 2018 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le garde des sceaux, ministre de la justice contrôle la recevabilité des listes de candidats au regard des dispositions des articles *L. 1441-18* à *L. 1441-21*.

R. 1441-24

Décret n°2018-813 du 26 septembre 2018 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le garde des sceaux, ministre de la justice contrôle le respect des conditions mentionnées aux articles *L. 1441-6* à *L. 1441-17* relatives aux candidatures individuelles.

Ce contrôle s'applique également à la personne mentionnée à l'article *L. 1441-12* qui donne mandat à son conjoint collaborateur.

D. 1441-24-1

Décret n°2017-266 du 28 février 2017 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les données à caractère personnel enregistrées relatives à l'utilisateur du traitement automatisé sont les suivantes :

- 1° Ses noms, prénoms et civilité ;
- 2° L'habilitation qui lui est conférée pour la désignation des conseillers prud'hommes, précisant ses droits d'accès et de consultations, de créations, de modifications et de suppression des données du traitement.

D. 1441-24-2

Décret n°2018-889 du 8 octobre 2018 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les destinataires des données à caractère personnel mentionnées aux articles *D. 1441-22-2*, *D. 1441-22-3* et *D. 1441-22-4* sont les suivants :

I. – Pour la désignation des conseillers prud'hommes :

- 1° Les agents de la direction des services judiciaires du ministère de la justice ;
- 2° Les agents de la direction générale du travail du ministère du travail ;
- 3° Les agents du casier judiciaire national dans le cadre de la consultation du casier judiciaire.